Pour tout savoir sur Valérie Bugault qui dénonce et analyse le « nouvel ordre mondial »

écrit par Dan Corbet | 17 août 2021

Date de naissance : 24 juillet 1970 (Âge : 51 ans).

Livres : **Les raisons cachées du désordre mondial : analyses de géopolitique économique, juridique et monétaire**

Valérie Bugault, docteur en droit, ancien avocat fiscaliste, reconvertie dans la géopolitique juridique et économique. Vous êtes l'auteur de plusieurs ouvrages…

QUI SUIS-JE ? · Valérie Bugault et Catherine… Vidéos. Sites amis

Son site :

https://valeriebugault.fr/reforme-des-institutions

Valérie Bugault est docteur en droit de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

A l'occasion de sa thèse portant sur le droit de l'entreprise, elle a élaboré une théorie juridique unifiée, qualifiée « ***d'iconoclaste***« , de l'entreprise.

Elle a travaillé comme avocate fiscaliste dans le domaine des prix de transfert ainsi qu'en droit fiscal interne avant de cesser sa carrière d'avocate pour se consacrer à l'analyse des problématiques de géopolitique économique.

Elle a notamment publié, en 2016, sur le site du Saker francophone une série d'études intitulée « *décryptage du système économique global*« , où elle raconte les paradis

fiscaux et le système monétaire international.

Elle a également co-écrit un livre « ***Du nouvel esprit des lois et de la monnaie***« , publié en juin 2017 par Sigest.

Valérie Bugault table sur un assainissement financier et économique de la planète en croyant qu'il est grand temps de sortir de l'état actuel des choses qui favorise les paradis fiscaux.

.

Comme fiche de lecture, j'ai préféré retranscrire les quatrièmes de couverture des quatre livres les plus intéressants de Valérie Bugault.

Son site est à visiter pour comprendre sa façon de traiter les « ***banquiers-commerçants***« .

Le visionnage de ses différentes interventions sur TV Liberté et Odyssée (Canada) nous renseigne sur son concept des nouvelles institutions pour la France…

Bonne lecture !

Dan

Valérie Bugault sur TV Libertés le 25 mai 2020.

TVL. 25 mai 2020 Politique & Eco n°256 : Coronavirus : l'Etat aux ordres du privé avec Valérie Bugault Valérie Bugault de retour sur TV Libertés !

L'invitée de « ***Politique & Eco*** » revient sur les origines, la gestion gouvernementale et les conséquences économiques et sociales de la pandémie de coronavirus.

Pour elle, le pouvoir a joué au pompier pyromane en aidant la crise sanitaire à s'installer pour ensuite se présenter en sauveur devant les Français.

Face à la contestation populaire qui s'annonce, Valérie Bugault évoque aussi la notion de « ***reset monétaire***« , sorte d'apocalypse économique.

.

Quelles institutions politiques face au Nouvel ordre mondial. Politique & Eco avec Valérie Bugault. 6 janvier 2020

https://odysee.com/@valeriebugault:c/Appel-aux-forces-de-l'ordre

.

Appel aux forces de l'ordre.

De l'Etat profond au gouvernement mondial. Politique & Eco n°291 avec Valérie Bugault – TV Libertés.

.

Les raisons cachées du désordre mondial

Comment l'idée de démocratie a-t-elle cédé le pas au chaos universel, fait de guerres économiques, de terrorisme, d'interventions militaires « ***préventives***« , de « ***révolutions colorées*** » etc.?

Derrière les apparences, qui sont les réels protagonistes de la géopolitique mondiale ?

Les Gilets jaunes sont-ils une résurgence du rêve démocratique né en Occident ?

Catalyse juridique, institutionnelle, économique et monétaire

faite dans le présent ouvrage, qui considère les évolutions historiques nationales et internationales, permet de saisir la réalité cachée du pouvoir actuel.

Derrière le pouvoir politique apparent se profile, dans un jeu d'ombres et de lumières, le véritable pouvoir mondial.

Les Etats sont majoritairement devenus des coquilles vides, dénués de toute légitimité politique, d'autonomie et de souveraineté.

Depuis l'époque des grandes découvertes et de la fusion, par Oliver Cromwell, des puissances militaire et financière, le « ***fait politique*** » a progressivement, partout dans le monde, cédé la place au « ***fait économique***« .

Les actuelles « ***démocraties*** » ne représentent pas les intérêts des populations mais les intérêts de ceux qui financent les campagnes électorales et les « ***partis***« .

Ces donneurs d'ordre se cachent derrière les pantins politiques et l'anonymat des capitaux pour échapper à toute responsabilité.

Les grands détenteurs de capitaux opèrent à partir de leur quartier général de la City et répartissent leurs forces dans les paradis fiscaux qui ont fleuri aux quatre coins du monde.

Les allégeances actuelles fonctionnent sur le modèle de l'hommage-lige féodal, à la réserve près que ces liens de subordination sont occultes.

Dans les coulisses, le véritable modèle de nos démocraties modernes est le fonctionnement des mafias.

Les « ***banquiers-commerçants*** » ont construit leur puissance, au fil des siècles, par le contrôle des monnaies et des « ***lois***« . D'origine anglo-saxonne, ce système a, sous couvert de « ***liberté***« , remplacé le modèle de droit continental traditionnel.

Les banquiers ont élaboré un archétype mondial de société sans ordre moral via le droit des affaires.

Ce « ***modèle affairiste*** » a phagocyté toutes les branches du droit (y compris les normes comptables), les « ***sciences économiques***« , les systèmes monétaires, financiers et institutionnels, nationaux et internationaux.

Ce vaste mouvement de prédation, commencé au XVIIIe siècle, a subi plusieurs accélérations sensibles pour finalement s'imposer dans le courant du XXe siècle.

Peu à peu, le modèle impérial anglo-saxon génère, partout dans le monde, un glissement vers l'esclavagisme légal.

Il ne reste plus aux banquiers-commerçants qu'à parfaire leur œuvre en instituant officiellement un gouvernement mondial, que leurs partisans appellent d'ores et déjà « **Nouvel Ordre Mondial**« .

Toutefois, il existe des échappatoires au sombre destin promis par les banquiers.

Outre ses analyses, le présent ouvrage propose des solutions juridiques, institutionnelles et monétaires permettant de sortir de la nasse civilisationnelle dans laquelle nous nous sommes collectivement enferrés.

Du nouvel esprit des lois et de la monnaie

La démocratie est un régime politique dans lequel les grandes décisions sont prises, sinon par le peuple, du moins dans l'intérêt du peuple et sous son contrôle.

Nous verrons qu'un tel régime est encore plus éloigné des actuelles républiques parlementaires qu'il ne l'était de l'Ancien Régime.

Le pouvoir politique a, en Occident et depuis le XVIIIe siècle, été confisqué par les détenteurs du pouvoir économique qui mènent actuellement une guerre tous azimuts et sans merci aux États et aux souverainetés politiques qui tentent de résister.

Ce processus est arrivé au point où « *l'Esprit des lois* » de Montesquieu n'est plus reconnaissable et où le droit continental, dicté par des considérations humanistes, est en passe d'être définitivement balayé au profit d'intérêts mercantiles formatés au droit anglais.

Ces intérêts, qui reflètent la volonté hégémonique des détenteurs de la puissance économique, tendent logiquement à remettre au goût du jour le principe de l'esclavage légal.

Après avoir analysé qui sont les véritables détenteurs du pouvoir, la présente étude propose des solutions juridiques et institutionnelles pour rendre au principe politique la prééminence qu'il est en passe de perdre définitivement.

Le contrôle politique de la monnaie est le préalable technique qui permettra aux États de recouvrer leur autonomie politique et de coopérer avec d'autres États afin d'accroître cette autonomie.

Néanmoins, et au point où nous en sommes rendus, la souveraineté monétaire n'engendrera pas, à elle seule, le retour de la souveraineté politique : elle devra s'accompagner de quelques mesures juridiques indispensables telles que, la suppression de l'anonymat des détenteurs de capitaux, et, l'élaboration d'une nouvelle conception de « ***l'entreprise*** » qui acte cette dernière en tant qu'institution juridique d'utilité sociale.

Le retour du fait politique passe également par l'éradication du principe de « ***propriété économique***« , issu de la culture juridique anglo-saxonne, laquelle est entièrement assujettie à la prééminence économique et à la prédation sociale.

La propriété économique est la notion clef permettant de transformer le principe d'accaparement en droit positif, actant ainsi la double disparition des concepts de « ***fait politique*** » et de civilisation.

Cet essai prétend donner aux États les armes juridiques permettant d'œuvrer à un renversement de l'ordre géopolitique actuel.

À cette fin, il propose notamment une théorie juridique de la monnaie, simple à mettre en œuvre, qui permettra à tout pouvoir politique encore indépendant de reprendre le contrôle de sa monnaie.

La nouvelle entreprise. Géopolitique de l'entreprise

Alors que le vaste mouvement actuel de prétendue « ***modernisation du droit*** » ne cesse de rabaisser l'État pour le voir disparaître, la modernisation que nous proposons ici a pour objet de remettre l'État à sa véritable place, celle d'un garant du bien commun, d'un régulateur des appétits individuels et catégoriels.

Il s'agit, tout simplement, d'appliquer à l'entreprise les préceptes de séparation des pouvoirs (que les Américains appellent Checks and Balances) que Montesquieu a, à tort et délibérément, consacrés à l'organisation politique des États.

Si l'État et le pouvoir politique qui le sous-tend ne doivent pas être dilués sous peine de perdre leur raison d'être, le pouvoir économique qui se cache derrière les multinationales à, tout au contraire, grand besoin de faire l'objet d'une

limitation de ses pouvoirs.

À cet effet, il importe d'opérer une distinction juridique entre les différents participants de l'entreprise et de rééquilibrer les forces en présence afin, dans un second temps, d'établir clairement les responsabilités de chacun de ces participants.

La théorie juridique unitaire de l'entreprise présentée dans ce livre, sans nuire aux petites et moyennes entreprises (PME), est de nature à faire disparaître la puissance politique cachée derrière les « ***galaxies opaques*** » que sont les « ***groupes économiques***« .

« ***L'entreprise nouvelle norme*** » rendra au « ***fait politique*** » la place qui est, de droit, la sienne et qu'il a malencontreusement, et depuis trop longtemps, abandonnée au profit du « ***fait économique*** » anonyme.

Ce renouveau juridique de l'entreprise actera un retour de « ***l'ordre naturel***« , c'est-à-dire d'une organisation politique et sociale viable, compatible avec le concept de civilisation.

Ce nouvel ordre politique rendra, à son tour, possible un renouveau géopolitique.

Demain dès l'aube… le renouveau

Bien que de nature radicale, les évolutions politiques, géopolitiques, institutionnelles, économiques et juridiques actuelles, passent souvent sous le radar des analystes, qui ne voient que l'écume des transformations.

Les Français, qui perçoivent de façon diffuse la gravité des évènements en cours, sont limités par leur perception et ne comprennent, trop souvent, pas la cohérence de long terme des évènements.

Car, sur le modèle de la tectonique des plaques, les

modifications auxquelles nous assistons, préparées de longue date et longtemps restées invisibles, deviennent brutalement apparentes aux yeux de tous.

Privés d'analyses cohérentes sur la durée, les français ne disposent pas de réelles armes pour défendre le modèle de société qu'ils avaient accepté et qui leur est retiré, de façon aussi sournoise qu'autoritaire.

Face à l'apparente inéluctabilité des phénomènes auxquels nous assistons, une réaction par le rejet est aujourd'hui la seule alternative politique disponible.

A l'heure des bilans, cette synthèse apporte des clefs de compréhension systémique que le lecteur curieux pourra utilement compléter par la lecture du livre ***Les raisons cachées du désordre mondial*** qui énumère les conditions du renouveau civilisationnel.

Demain dès l'aube…